

Reitmans  
(CANADA) LIMITÉE

## Rapport intermédiaire

Pour les neuf mois clos le 27 octobre 2012



# À nos

## actionnaires

**Reitmans est le chef de file des détaillants spécialisés au Canada. Notre objectif est simple, offrir à notre clientèle un service dédié, axé sur la valeur et l'excellence. En encourageant l'innovation, la croissance, le progrès et le travail d'équipe, nous cherchons à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur le marché en termes de qualité et de valeur.**

Les résultats du trimestre et des neuf mois clos le 27 octobre 2012 ont subi l'incidence néfaste d'une perturbation de l'approvisionnement de marchandises aux magasins. En juin 2012, la société a mis en place un nouveau système de gestion de l'entrepôt. Des problèmes associés à ce système ont entraîné une perturbation de l'approvisionnement de marchandises aux magasins au troisième trimestre clos le 27 octobre 2012, laquelle a donné lieu à une perte estimée de ventes se chiffrant entre 7 000 000 \$ et 15 000 000 \$, ainsi qu'à une réduction correspondante de la marge brute et du BAIIA ajusté<sup>1</sup> pour le trimestre et les neuf mois clos le 27 octobre 2012.

Les ventes des neuf premiers mois clos le 27 octobre 2012 ont diminué de 3,5 %, pour s'établir à 732 854 000 \$, contre 759 443 000 \$ pour les neuf premiers mois clos le 29 octobre 2011. Les ventes des magasins comparables<sup>1</sup> ont régressé de 2,2 %. La diminution des ventes est attribuable à la réduction du nombre de magasins, au ralentissement constant de l'achalandage dans les magasins en raison d'un environnement difficile dans le secteur du détail, et à la perturbation de l'approvisionnement des stocks aux magasins. La marge brute de 64,1 % de la société est en baisse par rapport à celle de 65,7 %. Le bénéfice net a reculé de 35,4 % pour se chiffrer à 27 699 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,42 \$) en regard de 42 865 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,65 \$). Le BAIIA ajusté<sup>1</sup> a fléchi de 25,7 %, pour s'établir à 77 811 000 \$, comparativement à 104 767 000 \$. La perturbation de l'approvisionnement des stocks aux magasins a contribué à la baisse considérable du bénéfice pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013.

Les ventes du troisième trimestre clos le 27 octobre 2012 ont diminué de 7,0 %, pour s'établir à 236 247 000 \$, contre 254 072 000 \$ pour le troisième trimestre clos le 29 octobre 2011. Les ventes des magasins comparables<sup>1</sup> ont affiché une baisse de 4,0 %. La marge brute de la société a reculé, passant de 65,8 % à 63,0 %. La société a comptabilisé un bénéfice net de 38 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,00 \$) comparativement à 10 561 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,16 \$). Le BAIIA ajusté<sup>1</sup> a régressé de 55,8 %, pour s'établir à 14 091 000 \$, en regard de 31 845 000 \$.

Au cours du troisième trimestre, la société a ouvert 18 nouveaux magasins, dont 5 Reitmans, 4 RW & CO., 2 Thyme Maternité, 4 Penningtons et 3 Addition Elle et en a fermé 13, dont 4 Reitmans, 2 Smart Set, 2 Thyme Maternité, 3 Penningtons et 2 Addition Elle. Ainsi, au 27 octobre 2012, la société comptait 923 magasins en exploitation, soit 361 Reitmans, 150 Smart Set, 72 RW & CO., 74 Thyme Maternité, 155 Penningtons et 111 Addition Elle, comparativement à un total de 975 magasins au 29 octobre 2011. De plus, la société exploite 18 boutiques Thyme Maternité (soit des « espaces-boutiques ») dans des magasins Babies"R"Us au Canada.

En juin 2012, la société a annoncé un partenariat avec Babies"R"Us aux termes duquel les vêtements et accessoires de Thyme Maternité seront vendus aux États-Unis. En date des présentes, les produits de Thyme Maternité sont en vente aux États-Unis dans 135 magasins Babies"R"Us. D'autres emplacements seront inaugurés dans les prochains mois.

Les ventes du mois de novembre (soit la période de quatre semaines close le 24 novembre 2012) ont reculé de 4,4 %, les ventes des magasins comparables<sup>1</sup> ayant affiché une baisse de 1,2 %.

La société continue de traiter des problèmes liés au système de gestion de l'entrepôt afin d'améliorer l'approvisionnement des stocks aux magasins et d'optimiser la performance du système. La société est d'avis que tous les problèmes de mise en œuvre du système ont été soulevés et sont en voie d'être résolus. Bien que les mesures prises pour traiter les problèmes engendrés à la mise en œuvre du nouveau système de gestion de l'entrepôt ont progressé, la société prévoit qu'une incidence sur les ventes pourrait se poursuivre au quatrième trimestre clos le 2 février 2013.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 28 novembre 2012, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,20 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 31 janvier 2013 aux actionnaires inscrits aux registres le 17 janvier 2013.

Tel qu'il a été annoncé précédemment, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre publique de rachat, la société est autorisée à racheter jusqu'à 2 557 275 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 15 novembre 2012. L'offre a débuté le 28 novembre 2012 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2013.

Nous sommes heureux de vous aviser que M. David J. Kassie et M. Daniel Rabinowicz ont été nommés au conseil d'administration. MM. Kassie et Rabinowicz remplacent MM. Jonathan Birks et Max Konigsberg, qui ont quitté le conseil. David Kassie est président du conseil du groupe de Canaccord Financial (propriétaire de Canaccord Genuity). Auparavant, il a été directeur, président du conseil et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity. Il a également été président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC et vice-président du conseil de CIBC. Daniel Rabinowicz est l'ancien président de TAXI Advertising à Montréal et à New York. Auparavant, il a enseigné la stratégie de communication marketing aux HEC Montréal et a été président du groupe Cossette Communications à Montréal et à Toronto.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman  
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 28 novembre 2012

## Faits saillants

Ventes	732 854 000 \$	-3,5 %
BAlIA ajusté <sup>1</sup>	77 811 000 \$	-25,7 %
Bénéfice avant impôt	36 585 000 \$	-38,2 %
Bénéfice net	27 699 000 \$	-35,4 %
Bénéfice par action <sup>2</sup>	0,42 \$	-35,4 %
Trésorerie et placements	179 889 000 \$	-21,5 %
Magasins	923	-5,3 %

<sup>1</sup> Les présents faits saillants font référence au BAlIA ajusté, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit en tant que bénéfice avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.

<sup>2</sup> Bénéfice par action après dilution.



# Rapport de gestion

## Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats opérationnels

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 27 octobre 2012

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats opérationnels (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 27 octobre 2012 et pour les périodes closes à cette date et les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2012, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le présent rapport de gestion est daté du 28 novembre 2012.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 28 novembre 2012.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse [www.reitmans.ca](http://www.reitmans.ca), ou sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, notamment : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

### MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au BAIIA ajusté, à titre de mesure du résultat supplémentaire, laquelle se définit en tant que bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.

# RAPPORT

# Rapport de gestion

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat pour les trimestres et les neuf mois clos le 27 octobre 2012 et le 29 octobre 2011.

(non audité)	Pour les trimestres clos les		Pour les neuf mois clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
<b>Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat</b>	<b>(103 000) \$</b>	14 456 000 \$	<b>36 585 000 \$</b>	59 172 000 \$
Produits de dividendes	<b>(874 000)</b>	(850 000)	<b>(2 615 000)</b>	(2 598 000)
Produits d'intérêts	<b>(198 000)</b>	(336 000)	<b>(859 000)</b>	(948 000)
Pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	—	73 000	<b>106 000</b>	73 000
Charges d'intérêts	<b>145 000</b>	168 000	<b>453 000</b>	520 000
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes nettes de valeur	<b>15 121 000</b>	18 334 000	<b>44 141 000</b>	48 548 000
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>14 091 000 \$</b>	31 845 000 \$	<b>77 811 000 \$</b>	104 767 000 \$

## APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient six bannières : Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les mégacentres commerciaux et les centres commerciaux linéaires de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille à l'amélioration constante de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société continue d'offrir aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables offrant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite des sites Web de commerce électronique de marchandises pour sa bannière Reitmans et ses bannières taille plus (Penningtons et Addition Elle) et continue de mettre au point une infrastructure qui lui permettra de mettre en ligne des sites de commerce électronique pour les autres bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

En plus des magasins de vente au détail individuels, la société exploite 18 boutiques Thyme Maternité (« espaces-boutiques ») dans des magasins Babies"R"Us du Canada et offre un accès à la gamme de produits de Thyme Maternité via le site Web canadien de Babies"R"Us. En juin 2012, la société a annoncé un partenariat avec Babies"R"Us aux termes duquel les vêtements et accessoires de Thyme Maternité seront vendus aux États-Unis. En date du 28 novembre 2012, les produits de Thyme Maternité sont disponibles aux États-Unis dans 135 magasins Babies"R"Us et seront offerts dans d'autres emplacements dans les prochains mois; ils sont également disponibles en ligne dès maintenant. Ces nouveaux canaux de vente au détail offrent aux clientes de Thyme Maternité la commodité et la facilité d'achat, ainsi que la possibilité d'accéder par Internet à la marchandise de Thyme Maternité.

## BANNIÈRES

	Nombre de magasins au 28 janvier 2012	Ouvertures		Fermetures		Ouvertures		Fermetures		Nombre de magasins au 27 octobre 2012	Nombre de magasins au 29 octobre 2011
		T1	T1	T2	T2	T3	T3				
Reitmans	362	4	2	1	5	5	4	361	366		
Smart Set	150	4	1	—	1	—	2	150	158		
RW & CO.	66	1	1	2	—	4	—	72	68		
Thyme Maternité <sup>1</sup>	76	1	3	—	—	2	2	74	77		
Penningtons	152	5	3	5	5	4	3	155	158		
Addition Elle	116	1	3	3	7	3	2	111	123		
Cassis	20	—	20	—	—	—	—	—	25		
<b>Total</b>	<b>942</b>	<b>16</b>	<b>33</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>923</b>	<b>975</b>		

<sup>1</sup> Compte non tenu des 18 boutiques situées dans des magasins Babies"R"Us.

Espaces-boutiques Thyme Maternité

Babies"R"Us - Canada	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>7</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>18</b>	<b>10</b>
----------------------	-----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------	-----------

# Rapport de gestion

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

En juin 2012, la société a mis en place un nouveau système de gestion de l'entrepôt. Comme la société l'a fait savoir le 15 août 2012, des problèmes associés à ce système ont entraîné une perturbation de l'approvisionnement de marchandises aux magasins au troisième trimestre de l'exercice 2013, laquelle a donné lieu à une perte estimée de ventes se chiffrant entre 7 000 000 \$ et 15 000 000 \$, ainsi qu'à une réduction correspondante de la marge brute et du BAIIA ajusté pour le trimestre et les neuf mois clos le 27 octobre 2012. La société continue de traiter des problèmes liés au système de gestion de l'entrepôt afin d'améliorer l'approvisionnement des stocks aux magasins et d'optimiser la performance du système. La société est d'avis que tous les problèmes de mise en œuvre du système ont été soulevés et sont en voie d'être résolus. Bien que les mesures prises pour traiter les problèmes engendrés à la mise en œuvre du nouveau système de gestion de l'entrepôt ont progressé, la société prévoit que l'incidence sur les ventes se poursuivra au quatrième trimestre clos le 2 février 2013.

## **RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU TRIMESTRE CLOS LE 27 OCTOBRE 2012 (LE « TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU TRIMESTRE CLOS LE 29 OCTOBRE 2011 (LE « TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 »)**

Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2013 ont diminué de 7,0 %, pour s'établir à 236 247 000 \$, contre 254 072 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2012. Les ventes des magasins comparables ont pour leur part régressé de 4,0 %. Les ventes au troisième trimestre clos le 27 octobre 2012, ont été touchées par l'environnement difficile dans le secteur de détail et par la perturbation de l'approvisionnement prévu des stocks aux magasins, tel que décrit précédemment.

La marge brute et le BAIIA ajusté ont été négativement touchés par la perturbation de l'approvisionnement des stocks aux magasins au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013. La marge brute du troisième trimestre de l'exercice 2013 a reculé de 10,9 % pour s'établir à 148 830 000 \$, contre 167 090 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2012. La marge brute de 63,0 % de la société pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 est en baisse par rapport à celle de 65,8 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2012. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2013, le BAIIA ajusté a fléchi de 17 754 000 \$, ou 55,8 %, pour s'établir à 14 091 000 \$, comparativement à 31 845 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2012. Ces reculs sont attribuables en partie aux perturbations de l'approvisionnement de marchandises aux magasins et aux fluctuations du dollar américain.

Les frais de vente et de distribution pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 ont diminué de 4,1 %, ou 5 849 000 \$, pour s'établir à 138 276 000 \$, comparativement à des frais de 144 125 000 \$ comptabilisés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012. La fermeture de la bannière Cassis a joué un rôle dans le recul des frais de vente et de distribution du troisième trimestre de l'exercice 2013.

Les charges administratives du troisième trimestre de l'exercice 2013 ont reculé de 7,4 %, ou 909 000 \$, pour s'établir à 11 447 000 \$, en regard de 12 356 000 \$ pour la période comparable un an plus tôt. Par ailleurs, la société offre un régime incitatif de primes pour les membres du personnel reposant sur des objectifs liés à la performance opérationnelle, et une charge connexe est constatée en fonction de l'atteinte de ces objectifs. Le recul des charges administratives s'explique en grande partie par une diminution des charges liées au régime incitatif de primes pour les membres du personnel au troisième trimestre de l'exercice 2013, baisse partiellement contrebalancée par un accroissement des charges liées au personnel pour certaines fonctions du siège social.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, comprise dans les frais de vente et de distribution et les charges administratives, pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 s'est élevée à 15 121 000 \$ contre 18 334 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2012. Le montant pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 comprend 301 000 \$ au titre de radiations liées à la fermeture et à la rénovation de magasins (197 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2012) ainsi que des pertes de valeur liées aux immobilisations corporelles, déduction faite des reprises, de 389 000 \$ (4 000 000 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2012, en raison essentiellement de la fermeture de la bannière Cassis).

Les produits financiers pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 se sont établis à 1 464 000 \$ comparativement à 4 088 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012. La diminution s'explique principalement par un profit de change de 2 902 000 \$ comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2012. Les produits de dividendes pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 se sont établis à 874 000 \$ comparativement à 850 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012. Les produits d'intérêts du troisième trimestre de l'exercice 2013 se sont établis à 198 000 \$, contre 336 000 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2012. La société a enregistré un produit de 392 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 (néant au troisième trimestre de l'exercice 2012) pour constater la variation nette de la juste valeur d'une série de contrats d'options en dollars américains qui ont été conclus aux fins de l'acquisition d'options d'achat et de la vente d'options de vente.

Les charges financières du troisième trimestre de l'exercice 2013 se sont établies à 674 000 \$ par rapport à 241 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Des charges d'intérêts sur la dette à long terme de 145 000 \$ ont été comptabilisées pour le troisième trimestre de l'exercice 2013, comparativement à 168 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012. Cette baisse s'explique essentiellement par le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société. Au troisième trimestre de l'exercice 2013, une perte de change de 529 000 \$ a été comptabilisée, comparativement à un profit de 2 902 000 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2012. Cette perte s'explique principalement par l'incidence des fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien à l'égard des devises américaines que détient la société.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat du troisième trimestre de l'exercice 2013 s'est élevé à 141 000 \$, surtout en raison du revenu de placement exonéré d'impôt reçu au cours du trimestre. Au troisième trimestre de l'exercice 2012, la charge d'impôt sur le résultat se chiffrait à 3 895 000 \$. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence d'une réduction des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Au troisième trimestre de l'exercice 2013, la société a comptabilisé un bénéfice net de 38 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,00 \$) en regard de 10 561 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,16 \$) au troisième trimestre de l'exercice 2012. La perturbation de l'approvisionnement des stocks aux magasins a contribué à la baisse considérable du bénéfice pour le troisième trimestre de l'exercice 2013.

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre huit mois. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2013, ces achats, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 75 000 000 \$ US. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements continus en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus six mois. Au troisième trimestre de l'exercice 2013, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison d'achats au comptant et de contrats d'options sur devises. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS.

	Bénéfice net		Bénéfice par action	
	Ventes	(perte nette)	De base	Dilué
27 octobre 2012	236 247 000 \$	38 000 \$	0,00 \$	0,00 \$
28 juillet 2012	279 513 000	27 714 000	0,42	0,42
28 avril 2012	217 094 000	(53 000)	0,00	0,00
28 janvier 2012	259 954 000	4 674 000	0,07	0,07
29 octobre 2011	254 072 000	10 561 000	0,16	0,16
30 juillet 2011	286 075 000	31 680 000	0,48	0,48
30 avril 2011	219 296 000	624 000	0,01	0,01
29 janvier 2011	268 714 000	13 817 000	0,21	0,21

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent les activités sous-jacentes de la société ainsi que l'incidence de nombreux facteurs, notamment les conséquences de la fermeture de la bannière Cassis au cours du trimestre clos le 28 janvier 2012 et la perte estimée au titre des ventes prévues découlant de la perturbation de la chaîne du système d'approvisionnement survenue au cours du trimestre clos le 27 octobre 2012. Par ailleurs, les résultats financiers sont également touchés par la saisonnalité et la période des Fêtes. En raison de la saisonnalité, les résultats opérationnels d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels d'un exercice complet.

## RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DES NEUF MOIS CLOS LE 27 OCTOBRE 2012 (LES « NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2013 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DES NEUF MOIS CLOS LE 29 OCTOBRE 2011 (LES « NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2012 »)

Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2013 ont diminué de 3,5 %, pour s'établir à 732 854 000 \$, contre 759 443 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012. Les ventes des magasins comparables ont pour leur part régressé de 2,2 %. La diminution des ventes est attribuable à la réduction du nombre de magasins, au ralentissement persistant de l'achalandage dans les magasins en raison d'un environnement difficile dans le secteur du détail, et à la perturbation de l'approvisionnement prévu des stocks aux magasins, tel que décrit précédemment.

La marge brute et le BAIIA ajusté ont été négativement touchés par la perturbation de l'approvisionnement des stocks aux magasins au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013. La marge brute des neuf premiers mois de l'exercice 2013 a reculé de 5,8 % pour s'établir à 470 051 000 \$, contre 499 069 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012. La marge brute de 64,1 % de la société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 est en baisse par rapport à celle de 65,7 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, le BAIIA ajusté a fléchi de 269 560 000 \$, ou 25,7 %, pour s'établir à 77 811 000 \$, comparativement à 104 767 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012. Ces reculs sont attribuables en partie aux perturbations de l'approvisionnement de marchandises aux magasins et aux fluctuations du dollar américain.

Les frais de vente et de distribution pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 ont régressé de 1,5 %, ou 6 178 000 \$, pour s'établir à 402 769 000 \$, comparativement à des frais de 408 947 000 \$ comptabilisés au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012. La fermeture de la bannière Cassis a joué un rôle dans le recul des frais de vente et de distribution des neuf premiers mois de l'exercice 2013.

Les charges administratives des neuf premiers mois de l'exercice 2013 ont grimpé de 0,9 %, ou 292 000 \$, pour s'établir à 33 819 000 \$, en regard de 33 527 000 \$ pour la période comparable un an plus tôt. L'accroissement des charges administratives s'explique en grande partie par une augmentation des charges liées au personnel pour certains postes du siège social, hausse qui a été contrebalancée par une diminution des charges au titre du régime incitatif de primes pour les membres du personnel pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 puisque les objectifs de rendement n'ont pas été atteints.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, comprise dans les frais de vente et de distribution et les charges administratives, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, s'est élevée à 44 141 000 \$, contre 48 548 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012. Le montant pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 comprend 1 052 000 \$ au titre de radiations liées à la fermeture et à la rénovation de magasins (1 467 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012) et des pertes de valeur liées aux immobilisations corporelles, déduction faite des reprises, de 1 256 000 \$ (5 063 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, essentiellement liées à la fermeture de la bannière Cassis).

Les produits financiers pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 se sont établis à 4 332 000 \$ comparativement à 3 546 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice 2012. Les produits de dividendes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 se sont chiffrés à 2 615 000 \$ comparativement à 2 598 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice 2012. Les produits d'intérêts ont légèrement reculé pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, s'établissant à 859 000 \$,

# Rapport de gestion

contre 948 000 \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, montants qui sont assujettis aux fluctuations des soldes quotidiens des placements à court terme et des taux d'intérêt variables qui ont été gagnés sur ces placements à court terme. La société a inscrit un produit de 858 000 \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013 (néant au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012) pour constater la variation nette de la juste valeur de contrats d'options en dollars américains qui ont été conclus aux fins de l'acquisition d'options d'achat et de la vente d'options de vente.

Les charges financières des neuf premiers mois de l'exercice 2013 se sont établies à 1 210 000 \$ par rapport à 969 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013, une perte de change de 651 000 \$ a été comptabilisée (perte de 376 000 \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012), en raison principalement de l'incidence des fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien à l'égard des devises américaines que détient la société. Des charges d'intérêts sur la dette à long terme de 453 000 \$ ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, comparativement à 520 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice 2012. Cette baisse s'explique essentiellement par le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société. Une perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente de 106 000 \$ est également comptabilisée pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 (73 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat s'élevant à 8 886 000 \$ (taux d'impôt effectif de 24,3 %). L'affaiblissement du taux d'impôt effectif s'explique en partie par un ajustement au titre de l'impôt sur le résultat différé de 369 000 \$ découlant de l'entrée en vigueur d'un nouveau taux d'impôt en Ontario. Compte non tenu de l'incidence de cet ajustement, le taux d'impôt effectif s'élevait à 25,3 %. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, la charge d'impôt sur le résultat se chiffrait à 16 307 000 \$ (taux d'impôt effectif de 27,6 %). Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence d'une réduction des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net des neuf premiers mois de l'exercice 2013 a reculé de 35,4 % pour s'établir à 27 699 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,42 \$) en regard de 42 865 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,65 \$) pour la période correspondante de l'exercice 2012. La perturbation de l'approvisionnement des stocks aux magasins a contribué à la baisse considérable du bénéfice pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013.

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre huit mois. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, ces achats, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 177 000 000 \$ US. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements continus en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus six mois. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison d'achats au comptant et de contrats d'options sur devises. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains (« \$ US »). Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en vigueur au 27 octobre 2012 :

	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options de vente vendues	30 000 000 \$	527 000 \$	– \$	527 000 \$
Options d'achat acquises	(60 000 000)	–	(423 000)	(423 000)
	<b>(30 000 000) \$</b>	<b>527 000 \$</b>	<b>(423 000) \$</b>	<b>104 000 \$</b>

Aucun contrat d'option sur devises n'était en vigueur au 29 octobre 2011.

## BILAN

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 108 935 000 \$ au 27 octobre 2012 (159 309 000 \$ au 29 octobre 2011), en baisse de 44,7 % par rapport à ceux de 196 835 000 \$ au 28 janvier 2012. La diminution de 87 900 000 \$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie par rapport à ceux comptabilisés au 28 janvier 2012 s'explique surtout par le ralentissement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles causé par la baisse des ventes et l'investissement continu dans les technologies de l'information et la rénovation des magasins au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013. Les titres négociables dont la valeur s'élevait à 70 954 000 \$ au 27 octobre 2012 sont restés sensiblement les mêmes qu'au 28 janvier 2012 et au 29 octobre 2011, se chiffrant alors respectivement à 71 442 000 \$ et à 69 799 000 \$.

Les clients et autres débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Au 27 octobre 2012, les clients et autres débiteurs se chiffraient à 4 004 000 \$ (3 516 000 \$ au 29 octobre 2011), en hausse de 971 000 \$ par rapport à ceux du 28 janvier 2012. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'augmentation des ventes par cartes de crédit. Au 27 octobre 2012, les impôts sur le résultat recouvrables s'élevaient à 8 283 000 \$ (4 735 000 \$ au 28 janvier 2012 et 7 396 000 \$ au 29 octobre 2011), en raison de l'excédent des versements sur les passifs d'impôts estimés. Les stocks s'élevaient à 106 757 000 \$ au 27 octobre 2012 (107 591 000 \$ au 29 octobre 2011), soit 28 472 000 \$ de plus qu'au 28 janvier 2012, en raison de l'accroissement prévu des stocks pour la période des Fêtes et des ventes tenues de marchandises d'automne au troisième trimestre de l'exercice 2013. En règle générale, le niveau des stocks, sur une base trimestrielle, est à son plus haut à la fin du premier et du troisième trimestres de chaque exercice, en prévision des ventes respectives de la saison estivale et de la période des Fêtes. Les charges payées d'avance, composées essentiellement de contrats d'assurance et d'entretien payés d'avance, d'impôts fonciers et de taxes d'affaires se chiffraient à 11 789 000 \$ au 27 octobre 2012 (13 964 000 \$ au 29 octobre 2011), contre 11 902 000 \$ au 28 janvier 2012.

La société a investi 65 742 000 \$ en trésorerie au titre d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013. Son investissement consiste en 58 385 000 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 7 357 000 \$, principalement en améliorations des logiciels et du matériel informatique du système de technologie de l'information. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations du système de gestion de l'entrepôt contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de

la société, tout en permettant à cette dernière de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet total, dont la mise en œuvre s'échelonnait progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2014, devrait coûter environ 23 000 000 \$.

Le total des fournisseurs et autres crédettes s'établissait à 82 021 000 \$ au 27 octobre 2012 (76 852 000 \$ au 29 octobre 2011), soit 7 036 000 \$ de plus qu'au 28 janvier 2012 en raison surtout d'une hausse des dettes fournisseurs relatives à l'accroissement des stocks au cours du trimestre, laquelle a été réduite par une baisse du cumul au titre du régime incitatif de primes pour les membres du personnel. Les fournisseurs et autres crédettes de la société se composent, dans une large mesure, de dettes fournisseurs, de crédettes au titre des avantages du personnel, de crédettes liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.

La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options avaient une durée de six mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. La société a comptabilisé un actif financier dérivé net, relativement à des contrats d'options sur devises, de 104 000 \$ au 27 octobre 2012 (néant au 29 octobre 2011) en regard d'un passif financier dérivé net de 754 000 \$ au 28 janvier 2012.

Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés. Les produits différés s'élevaient à 8 153 000 \$ au 27 octobre 2012 (11 602 000 \$ au 29 octobre 2011), soit 14 125 000 \$ de moins qu'au 28 janvier 2012, en raison surtout de l'émission avant Noël des cartes-cadeaux et des points et primes au titre du programme de fidélisation et de leur utilisation pendant le nouvel exercice.

Les réductions données aux locataires sont constatées à titre de crédits différés au titre des contrats de location et sont amorties en tant que réduction des frais de location sur la durée des contrats de location connexes. Au 27 octobre 2012, les crédits différés au titre des contrats de location s'établissaient à 17 719 000 \$ (18 513 000 \$ au 29 octobre 2011) par rapport à 17 317 000 \$ au 28 janvier 2012.

La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire garanti par le centre de distribution de la société. Au 27 octobre 2012, la dette à long terme se chiffrait à 8 951 000 \$ (10 402 000 \$ au 29 octobre 2011) comparativement à 10 047 000 \$ au 28 janvier 2012. Le recul de la dette à long terme est attribuable au remboursement continu de la créance hypothécaire.

Au 27 octobre 2012, le passif au titre des retraites s'élevait à 15 596 000 \$ (13 948 000 \$ au 29 octobre 2011), soit 719 000 \$ de plus qu'au 28 janvier 2012, une hausse qui s'explique par une charge de retraite de 990 000 \$ qui a été réduite par les cotisations aux régimes de retraite de 271 000 \$ payées.

## GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS

### Conjoncture économique

La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions relatives à ses activités à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et celle-ci dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

### Concurrence

Le secteur canadien du vêtement est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien, comme le prouve l'arrivée, au cours des dernières années, d'un certain nombre de concurrents étrangers et le nombre croissant de détaillants étrangers qui ont annoncé leur plan d'expansion de leurs activités au Canada. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite plusieurs bannières, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre.

### Saisonnalité

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 923 points de vente loués et exploités sous six bannières dans l'ensemble du Canada et de 18 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us du Canada. Depuis novembre 2012, les produits de Thyme Maternité sont en vente aux États-Unis dans environ 135 magasins Babies"R"Us, d'autres emplacements seront inaugurés dans les prochains mois. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

### Distribution et chaîne d'approvisionnement

La société est tributaire de l'efficacité des activités de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'activité du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats opérationnels de la société. À l'heure actuelle, la société effectue une mise à niveau de ses systèmes de merchandising et d'approvisionnement, le nouveau système de gestion de l'entrepôt de son centre de distribution en constituant une composante clé. En juin 2012, la société a commencé à utiliser ce nouveau système. Comme la société l'a fait savoir le 15 août 2012, des problèmes associés à ce système ont entraîné une perturbation de l'approvisionnement de marchandises aux magasins, laquelle a donné lieu à une perte estimée des ventes prévues allant de 7 000 000 \$ à 15 000 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013.

### Technologie de l'information

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer ses activités, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers et de systèmes de ventes au détail, de merchandising, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. À l'heure actuelle, la société effectue une mise à niveau de ses systèmes de

# Rapport de gestion

marchandisage et d'approvisionnement et de gestion de l'entrepôt. La société continue de traiter des problèmes liés au système de gestion de l'entrepôt afin d'améliorer l'approvisionnement des stocks aux magasins et d'optimiser la performance du système. La société est d'avis que tous les problèmes de mise en œuvre du système ont été soulevés et sont en voie d'être résolus. Toute perturbation majeure ou perturbations futures de la performance des systèmes de distribution, ou de tout autre système, pourraient entraîner d'importantes répercussions négatives sur les activités et les résultats financiers de la société.

## Réglementation gouvernementale

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités partout au Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs de la réglementation gouvernementale susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le résultat et les ventes, les taux d'impôt, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

## Sources d'approvisionnement en marchandises

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80% de sa marchandise, principalement de la Chine. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, aucun fournisseur n'a représenté plus de 10% des achats de la société (en dollars et (ou) en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et (ou) la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gérance de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter les lois et règlements touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats financiers en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

## GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Les risques auxquels a été exposée la société pendant les neuf mois clos le 27 octobre 2012 sont restés sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

## LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 27 octobre 2012, les capitaux propres s'élevaient à 468 994 000 \$, ou 7,26 \$ par action (495 804 000 \$, ou 7,62 \$ par action au 29 octobre 2011 et 492 852 000 \$, ou 7,51 \$ par action au 28 janvier 2012). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 179 889 000 \$ (229 108 000 \$ au 29 octobre 2011 et 268 277 000 \$ au 28 janvier 2012). La trésorerie est investie de façon prudente dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garanties disponibles d'au plus 125 000 000 \$, ou son équivalent en dollars américains. Au 27 octobre 2012, une tranche de 34 899 000 \$ (43 092 000 \$ au 29 octobre 2011 et 52 187 000 \$ au 28 janvier 2012) des lignes de crédit opérationnelles était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorerait pas ses obligations contractuelles. Au 27 octobre 2012, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces garanties était de 5 009 000 \$ (5 010 000 \$ au 29 octobre 2011 et 5 083 000 \$ au 28 janvier 2012). Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2013. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est autoassurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 371 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2013. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,20 \$ l'action, pour un total de 12 917 000 \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013, comparativement à un dividende de 0,20 \$ par action, pour un total de 13 007 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013, la société a investi 24 243 000 \$ dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés, et dans l'amélioration des systèmes de technologie de l'information. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion de l'entrepôt contribueront aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, grâce à une meilleure intégration, tout en permettant à la société de réduire dans leur ensemble le coût de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet total, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement jusqu'à son

achèvement pendant l'exercice 2014, devrait coûter environ 23 000 000 \$. La société s'attend à investir près de 70 000 000 \$ au titre des dépenses d'investissement pour l'exercice qui sera clos le 2 février 2013. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes en trésorerie, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire, aux obligations à l'égard de la dette à long terme et des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote, dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en novembre 2012, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

## RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 28 novembre 2012, 13 440 000 actions ordinaires et 51 145 506 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 2 425 000 et leur prix d'exercice moyen était de 14,90 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, la société a acheté, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de l'exercice précédent, 1 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote d'une valeur comptable de 663 000 \$ pour une contrepartie en espèces totale de 12 615 000 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions d'un montant de 11 952 000 \$ a été imputé aux résultats non distribués.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

### Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longterms d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus six mois. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, en dollars américains. Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des cinq prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit :

	27 octobre 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options de vente vendues	30 000 000 \$	527 000 \$	– \$	527 000 \$
Options d'achat acquises	(60 000 000)	–	(423 000)	(423 000)
	<b>(30 000 000) \$</b>	<b>527 000 \$</b>	<b>(423 000) \$</b>	<b>104 000 \$</b>

  

	28 janvier 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options de vente vendues	44 000 000 \$	751 000 \$	– \$	751 000 \$
Options d'achat acquises	(100 000 000)	–	(1 505 000)	(1 505 000)
	<b>(56 000 000) \$</b>	<b>751 000 \$</b>	<b>(1 505 000) \$</b>	<b>(754 000) \$</b>

Au 29 octobre 2011, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

Un contrat d'option sur devises constitue une option ou une obligation d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Le bénéfice net de la société pour le trimestre et les neuf mois clos le 27 octobre 2012 comprend respectivement des pertes de change nettes de 529 000 \$ et de 651 000 \$ (profits de 2 902 000 \$ et pertes de 376 000 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2011).

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La société n'a constaté aucune modification importante des transactions entre parties liées par rapport à celles présentées dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux instruments financiers de la société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société réduit son exposition aux risques de crédit en investissant ses liquidités disponibles dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme auprès de

# Rapport de gestion

grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et investit, sur une base à court terme, dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Comme la volatilité du dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

## ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

### Actifs d'impôt sur le résultat différé

La direction est tenue de réaliser des évaluations subjectives afin d'établir la valeur des actifs d'impôt sur le résultat différé qui seront constatés. Les actifs d'impôt sur le résultat différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs adéquats auxquels ces éléments pourront être imputés.

### Régimes de retraite

La société offre un régime de retraite contributif à prestations définies et parraine aussi un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants (« RCRCD »). Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. La charge de retraite est prise en compte dans les résultats opérationnels. Les hypothèses utilisées dans le calcul du coût de retraite, montant net, et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes. Selon la dernière évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2010, le régime de retraite à prestations définies, bien qu'entièrement capitalisé sur une base de continuité d'exploitation, présentait une insuffisance en matière de solvabilité. La société a versé les cotisations requises au 27 octobre 2012. Le RCRCD est un régime de retraite sans capitalisation.

### Retours sur ventes

La société prévoit que la marchandise déjà vendue puisse être retournée par les clients. À cette fin, la société a posé certaines hypothèses en se fondant sur la quantité de marchandises retournées dans le passé.

### Rémunération fondée sur des actions

La société comptabilise la rémunération et les autres paiements fondés sur des actions à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur. Les options sur actions attribuées sont passées en charges sur la période d'acquisition en fonction de leur juste valeur estimée à la date d'attribution, valeur qui est déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes. Pour calculer le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées selon la méthode fondée sur la juste valeur, diverses hypothèses sont utilisées pour établir la durée attendue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité attendue du cours des actions et le taux moyen de rendement des actions. Le recours à d'autres estimations pourrait faire en sorte que la charge de rémunération fondée sur des actions soit différente de celle que la société a constatée.

### Cartes-cadeaux, points et primes de fidélisation

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de produit différé et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. La société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas utilisées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées. Les points et les primes de fidélisation accordés dans le cadre des programmes de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés en tant que composante distincte des produits et sont différés à la date de la vente initiale. Les produits sont comptabilisés une fois que les points et les primes de fidélisation sont utilisés et que la société a rempli son obligation. Le montant des produits différés est évalué en fonction de la juste valeur des points et des primes de fidélisation accordés et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé.

### Valeur des stocks

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une dépréciation est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des biens vendus constituent des éléments importants des états financiers consolidés, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la société.

### Perte de valeur sur des actifs

La société doit évaluer la possibilité que les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles puissent ne pas être recouvrables. La direction est tenue de poser des jugements importants à l'égard des flux de trésorerie futurs, de manière à déterminer le montant de la perte de valeur sur des actifs qui devrait être comptabilisée.

### Goodwill

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition par rapport à la juste valeur de la contrepartie transférée, déduction faite de la juste valeur de l'actif net identifiable de la société ou des activités acquises. Le goodwill n'est pas amorti et est présenté au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

### Juste valeur des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan à la juste valeur estimée à l'aide de techniques d'évaluation.

## NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes comptables, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore pour le trimestre et les neuf mois clos le 27 octobre 2012, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes font actuellement l'objet d'un examen :

## **IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers**

Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7 visant à accroître les obligations d'information pour les transactions nécessitant la compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## **IFRS 9, Instruments financiers**

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers. Le 16 décembre 2011, l'IASB a différé la date d'entrée en vigueur de la norme, celle-ci s'appliquant maintenant pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## **IFRS 13, Évaluation de la juste valeur**

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), qui définit la juste valeur, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur en vertu des IFRS et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard de l'évaluation de la juste valeur. L'IFRS 13 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et l'adoption anticipée est autorisée.

## **IAS 1, Présentation des états financiers**

Les modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, visent à améliorer la présentation des autres éléments du résultat global dans les états financiers en exigeant principalement que les composantes des autres éléments du résultat global soient présentées distinctement lorsqu'il s'agit d'éléments qui peuvent être reclassés au compte de résultat par rapport aux éléments qui ne le seront jamais. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

## **IAS 19, Avantages du personnel**

Les modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, visent le retrait de la possibilité de différer la constatation des profits et des pertes, l'amélioration des directives à l'égard de l'évaluation des actifs d'un régime et des obligations au titre des prestations définies, la simplification de la présentation des variations des actifs et passifs découlant des régimes à prestations définies et l'introduction de nouvelles informations à fournir à l'égard des régimes à prestations définies. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## **CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 28 janvier 2012 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109* de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 28 janvier 2012 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours des neuf mois clos le 27 octobre 2012, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société. Au cours des neuf mois clos le 27 octobre 2012, de nouveaux contrôles et procédures ont été ajoutés dans le cadre de l'étape de mise en œuvre du nouveau système de gestion de l'entrepôt.

## **PERSPECTIVES**

Dans son *Rapport sur la politique monétaire* publié en octobre 2012, la Banque du Canada prévoit que l'économie progressera de 2,2 % pour l'année 2012 et de 2,3 % pour l'année 2013. Le rapport souligne que l'inflation mesurée par l'indice de référence a été inférieure aux prévisions des derniers mois, ce qui tient aux prix un peu plus bas d'une vaste gamme de biens et services, et cela se traduit par des pressions à la baisse sur les prix au détail. Cependant, malgré la vigueur relative de l'économie canadienne par rapport à l'économie mondiale, il persiste un risque que la croissance des dépenses des ménages canadiens puisse rester faible. L'environnement difficile dans le secteur du détail est marqué par les prix élevés de l'essence et des aliments et l'accroissement de la dette personnelle des consommateurs, facteurs qui ont tous contribué à la réduction du revenu disponible des consommateurs pour l'achat de vêtements et, par le fait même, qui ont eu des répercussions négatives sur la performance de la société. Malgré ces difficultés, la société est toujours en mesure d'améliorer sa position sur les marchés, et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe, en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La direction de la société est d'avis que les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte.

La société continue de traiter des problèmes liés au système de gestion de l'entrepôt afin d'améliorer l'approvisionnement des stocks aux magasins et d'optimiser la performance du système. La société est d'avis que tous les problèmes de mise en œuvre du système ont été soulevés et sont en voie d'être résolus. Bien que les mesures prises pour traiter les problèmes engendrés à la mise en œuvre du nouveau système de gestion de l'entrepôt ont progressé, la société prévoit que l'incidence sur les ventes se poursuivra au quatrième trimestre de l'exercice 2013. Les mesures technologiques entreprises relativement au marchandisage et à l'approvisionnement, lorsqu'entièrement implantées, positionneront la société pour une forte croissance dans le secteur du détail.

Le bureau de Hong Kong continue d'être bénéfique à la société, comptant plus de 120 membres du personnel à plein temps spécialisés dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières.

La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent, à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions. La société croit à la force de son personnel et s'est engagée à continuer d'investir dans la formation à tous les niveaux.

# Comptes consolidés résumés de résultat

(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
Ventes	<b>732 854 \$</b>	759 443 \$	<b>236 247 \$</b>	254 072 \$
Coût des biens vendus (note 6)	<b>262 803</b>	260 374	<b>87 417</b>	86 982
Marge brute	<b>470 051</b>	499 069	<b>148 830</b>	167 090
Frais de vente et de distribution	<b>402 769</b>	408 947	<b>138 276</b>	144 125
Charges administratives	<b>33 819</b>	33 527	<b>11 447</b>	12 356
Résultat des activités opérationnelles	<b>33 463</b>	56 595	<b>(893)</b>	10 609
Produits financiers (note 12)	<b>4 332</b>	3 546	<b>1 464</b>	4 088
Charges financières (note 12)	<b>1 210</b>	969	<b>674</b>	241
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	<b>36 585</b>	59 172	<b>(103)</b>	14 456
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 11)	<b>8 886</b>	16 307	<b>(141)</b>	3 895
Bénéfice net	<b>27 699 \$</b>	42 865 \$	<b>38 \$</b>	10 561 \$
Bénéfice par action (note 13)				
De base	<b>0,42 \$</b>	0,65 \$	<b>0,00 \$</b>	0,16 \$
Dilué	<b>0,42</b>	0,65	<b>0,00</b>	0,16

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# États consolidés résumés du résultat global

(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
Bénéfice net	<b>27 699 \$</b>	42 865 \$	<b>38 \$</b>	10 561 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente survenue au cours de la période (après impôt de 100 \$ pour les neuf mois et de 29 \$ pour le trimestre clos le 27 octobre 2012; 121 \$ pour les neuf mois et 246 \$ pour le trimestre clos le 29 octobre 2011)	<b>(704)</b>	(808)	<b>184</b>	(1 647)
Reclassement de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 14 \$ pour les neuf mois clos le 27 octobre 2012; 9 \$ pour les neuf mois et le trimestre clos le 29 octobre 2011)	<b>92</b>	64	<b>—</b>	64
Résultat global total	<b>27 087 \$</b>	42 121 \$	<b>222 \$</b>	8 978 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# Bilans consolidés résumés

(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	27 octobre 2012	29 octobre 2011	28 janvier 2012
<b>ACTIFS</b>			
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	108 935 \$	159 309 \$	196 835 \$
Titres négociables	70 954	69 799	71 442
Clients et autres débiteurs	4 004	3 516	3 033
Actif financier dérivé (note 5)	527	–	751
Impôt sur le résultat recouvrable	8 283	7 396	4 735
Stocks	106 757	107 591	78 285
Charges payées d'avance	11 789	13 964	11 902
Total des actifs courants	311 249	361 575	366 983
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>			
Immobilisations corporelles	203 401	184 666	184 221
Immobilisations incorporelles	18 652	15 962	17 057
Goodwill	42 426	42 426	42 426
Impôt sur le résultat différé	26 129	22 492	23 174
Total des actifs non courants	290 608	265 546	266 878
Total des actifs	601 857 \$	627 121 \$	633 861 \$
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs (note 7)	70 480 \$	65 830 \$	63 875 \$
Passif financier dérivé (note 5)	423	–	1 505
Produits différés (note 8)	8 153	9 279	22 278
Partie courante de la dette à long terme	1 545	1 451	1 474
Total des passifs courants	80 601	76 560	89 132
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Autres créditeurs (note 7)	11 541	11 022	11 110
Produits différés (note 8)	–	2 323	–
Crédits différés au titre des contrats de location	17 719	18 513	17 317
Dette à long terme	7 406	8 951	8 573
Passif au titre des retraites	15 596	13 948	14 877
Total des passifs non courants	52 262	54 757	51 877
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social (note 9)	39 227	31 512	39 890
Surplus d'apport	5 979	6 462	5 158
Résultats non distribués	415 663	450 431	439 067
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	8 125	7 399	8 737
Total des capitaux propres	468 994	495 804	492 852
Total des passifs et des capitaux propres	601 857 \$	627 121 \$	633 861 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 29 janvier 2012	39 890 \$	5 158 \$	439 067 \$	8 737 \$	492 852 \$
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions	(663)	—	—	—	(663)
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	821	—	—	821
Bénéfice net	—	—	27 699	—	27 699
Dividendes	9	—	(39 151)	—	(39 151)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	9	—	(11 952)	—	(11 952)
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 100 \$)	12	—	—	(704)	(704)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 14 \$)	12	—	—	92	92
Solde au 27 octobre 2012	39 227 \$	5 979 \$	415 663 \$	8 125 \$	468 994 \$
Solde au 29 juillet 2012	39 890 \$	5 694 \$	440 494 \$	7 941 \$	494 019 \$
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions	(663)	—	—	—	(663)
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	285	—	—	285
Bénéfice net	—	—	38	—	38
Dividendes	9	—	(12 917)	—	(12 917)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	—	—	(11 952)	—	(11 952)
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 29 \$)	12	—	—	184	184
Solde au 27 octobre 2012	39 227 \$	5 979 \$	415 663 \$	8 125 \$	468 994 \$
Solde au 30 janvier 2011	29 614 \$	6 266 \$	468 777 \$	8 143 \$	512 800 \$
Contrepartie en trésorerie à l'exercice d'options sur actions	9	2 133	—	—	2 133
Valeur attribuée créditée au capital social par suite de l'exercice des options sur actions	9	545	(545)	—	—
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions	(780)	—	—	—	(780)
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	741	—	—	741
Bénéfice net	—	—	42 865	—	42 865
Dividendes	9	—	(39 581)	—	(39 581)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	—	—	(21 630)	—	(21 630)
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 121 \$)	12	—	—	(808)	(808)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 9 \$)	—	—	—	64	64
Solde au 29 octobre 2011	31 512 \$	6 462 \$	450 431 \$	7 399 \$	495 804 \$
Solde au 31 juillet 2011	31 518 \$	6 772 \$	474 507 \$	8 982 \$	521 779 \$
Contrepartie en trésorerie à l'exercice d'options sur actions	617	—	—	—	617
Valeur attribuée créditée au capital social par suite de l'exercice des options sur actions	157	(157)	—	—	—
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions	(780)	—	—	—	(780)
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	(153)	—	—	(153)
Bénéfice net	—	—	10 561	—	10 561
Dividendes	9	—	(13 007)	—	(13 007)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	—	—	(21 630)	—	(21 630)
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 246 \$)	12	—	—	(1 647)	(1 647)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 9 \$)	—	—	—	64	64
Solde au 29 octobre 2011	31 512 \$	6 462 \$	450 431 \$	7 399 \$	495 804 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>				
Bénéfice net	27 699 \$	42 865 \$	38 \$	10 561 \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur	44 141	48 548	15 121	18 334
Charge de rémunération fondée sur des actions	821	741	285	(153)
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	(3 381)	(3 468)	(1 123)	(1 148)
Crédits différés au titre des contrats de location	3 783	2 970	2 243	2 146
Cotisations à un régime de retraite	(271)	(816)	(32)	(459)
Charge de retraite	990	1 138	330	380
Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	106	73	–	73
Variation nette de la juste valeur des dérivés	(858)	–	(392)	–
Perte (profit) de change	203	2 793	(651)	342
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	(3 021)	(3 024)	(927)	(1 016)
Intérêts payés	(453)	(522)	(145)	(170)
Intérêts reçus	977	969	250	336
Dividendes reçus	2 610	2 592	872	866
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8 886	16 307	(141)	3 895
	<b>82 232</b>	111 166	<b>15 728</b>	33 987
Variations dans ce qui suit :				
Clients et autres débiteurs	(1 085)	(665)	(1 127)	(809)
Stocks	(28 472)	(34 390)	(26 386)	(26 114)
Charges payées d'avance	113	(1 473)	3 483	300
Fournisseurs et autres créditeurs	7 862	3 531	10 843	7 265
Produits différés	(14 125)	(10 616)	(1 806)	(5 066)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<b>46 525</b>	67 553	<b>735</b>	9 563
Impôts sur le résultat reçus	4 497	–	22	–
Impôts sur le résultat payés	(19 800)	(31 060)	(2 354)	(3 546)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>31 222</b>	36 493	<b>(1 597)</b>	6 017
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Achats de titres négociables	(315)	(315)	(105)	(105)
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles	(65 742)	(43 223)	(24 243)	(18 604)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(66 057)	(43 538)	(24 348)	(18 709)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Dividendes payés	(39 151)	(39 581)	(12 917)	(13 007)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote, aux fins d'annulation	(12 615)	(22 410)	(12 615)	(22 410)
Remboursements sur la dette à long terme	(1 096)	(1 029)	(371)	(349)
Produit de l'exercice d'options sur actions	–	2 133	–	617
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(52 862)	(60 887)	(25 903)	(35 149)
(PERTE) PROFIT DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE ÉTRANGÈRE	(203)	(2 793)	651	(342)
<b>DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>(87 900)</b>	(70 725)	<b>(51 197)</b>	(48 183)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>196 835</b>	230 034	<b>160 132</b>	207 492
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>108 935 \$</b>	159 309 \$	<b>108 935 \$</b>	159 309 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

### 1. ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 3300, Highway #7 West, suite 702, Vaughan (Ontario) L4K 4M3. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

### 2. RÈGLES DE PRÉSENTATION

#### a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers annuels audités. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2012, et des notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés a été approuvée par le conseil d'administration en date du 28 novembre 2012.

#### b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- passif au titre des retraites comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué du total de la juste valeur des actifs du régime et du coût des services passés non comptabilisés;
- instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur.

#### c) Saisonnalité des activités intermédiaires

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats opérationnels d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels de l'exercice complet ou d'une autre période future.

#### d) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

#### e) Estimations, jugement et hypothèses

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société, ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude sont les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

## 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

### a) Nouvelles normes et interprétations n'ayant pas encore été adoptées

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au trimestre et aux neuf mois clos le 27 octobre 2012, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les nouvelles normes et normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

#### IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7 visant à accroître les obligations d'information pour les opérations nécessitant la compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

#### IFRS 9, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers. Le 16 décembre 2011, l'IASB a différé la date d'entrée en vigueur de la norme, celle-ci s'appliquant maintenant pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

#### IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), qui définit la juste valeur, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur en vertu des IFRS et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard de l'évaluation de la juste valeur. L'IFRS 13 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et l'adoption anticipée est autorisée.

#### IAS 1, Présentation des états financiers

Les modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, visent à améliorer la présentation des autres éléments du résultat global dans les états financiers en exigeant principalement que les composantes des autres éléments du résultat global soient présentées distinctement lorsqu'il s'agit d'éléments qui pourront être reclassés au compte de résultat par rapport aux éléments qui ne le seront jamais. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

#### IAS 19, Avantages du personnel

Les modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, visent le retrait de la possibilité de différer la constatation des profits et des pertes, l'amélioration des directives à l'égard de l'évaluation des actifs d'un régime et des obligations au titre des prestations définies, la simplification de la présentation des variations des actifs et passifs découlant des régimes à prestations définies et l'introduction de nouvelles informations à fournir à l'égard des régimes à prestations définies. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et l'adoption anticipée est autorisée.

L'ampleur de l'incidence de l'adoption des normes et interprétations susmentionnées sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société n'a pas encore été déterminée.

## 4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Fonds en caisse et fonds bancaires  
 Dépôts à court terme portant intérêt à 0,6 % (0,8 % au 29 octobre 2011; 0,9 % au 28 janvier 2012)

	27 octobre 2012	29 octobre 2011	28 janvier 2012
	7 857 \$	7 311 \$	12 563 \$
	101 078	151 998	184 272
	108 935 \$	159 309 \$	196 835 \$

## 5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a conclu auprès de sa banque des opérations aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains (\$ US). Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des cinq prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit :

	27 octobre 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options de vente vendues	30 000 \$	527 \$	– \$	527 \$
Options d'achat acquises	(60 000)	–	(423)	(423)
	<b>(30 000) \$</b>	<b>527 \$</b>	<b>(423) \$</b>	<b>104 \$</b>

  

	28 janvier 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options de vente vendues	44 000 \$	751 \$	– \$	751 \$
Options d'achat acquises	(100 000)	–	(1 505)	(1 505)
	<b>(56 000) \$</b>	<b>751 \$</b>	<b>(1 505) \$</b>	<b>(754) \$</b>

Au 29 octobre 2011, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

## 6. STOCKS

Au cours des neuf mois clos le 27 octobre 2012, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 260 077 \$ (255 328 \$ au 29 octobre 2011). Par ailleurs, une tranche de 2 726 \$ (5 046 \$ au 29 octobre 2011) au titre de la dépréciation des stocks a été comptabilisée dans le coût des biens vendus du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

## 7. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	27 octobre 2012	29 octobre 2011	28 janvier 2012
Dettes fournisseurs	<b>32 980 \$</b>	26 703 \$	26 155 \$
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	<b>44</b>	56	56
Autres créditeurs non commerciaux	<b>15 244</b>	12 013	10 553
Créditeurs au titre des avantages du personnel	<b>20 067</b>	22 673	23 053
Créditeurs relatifs aux locaux	<b>12 459</b>	14 075	14 398
Provision pour retours sur ventes	<b>1 227</b>	1 332	770
	<b>82 021</b>	76 852	74 985
Moins la partie non courante	<b>11 541</b>	11 022	11 110
	<b>70 480 \$</b>	65 830 \$	63 875 \$

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

## 8. PRODUITS DIFFÉRÉS

Les produits différés se composent de ce qui suit :

	27 octobre 2012	29 octobre 2011	28 janvier 2012
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	<b>4 700 \$</b>	7 479 \$	10 979 \$
Cartes-cadeaux non utilisées	<b>3 453</b>	4 123	11 299
	<b>8 153</b>	11 602	22 278
Moins les montants dont l'échange est attendu au cours des 12 prochains mois	<b>8 153</b>	9 279	22 278
Produits différés non courants	<b>– \$</b>	2 323 \$	– \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

## 9. CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	Pour les neuf mois clos les			
	27 octobre 2012		29 octobre 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	13 440	482 \$	13 440	482 \$
<b>Actions de catégorie A sans droit de vote</b>				
Solde à l'ouverture de la période	52 146	39 408	52 869	29 132
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	174	2 678
Actions rachetées aux termes d'une offre publique	(1 000)	(663)	(1 445)	(780)
Solde à la clôture de la période	51 146	38 745	51 598	31 030
Total du capital social	64 586	39 227 \$	65 038	31 512 \$

### Capital social autorisé

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

### Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote

Au cours des neuf mois clos le 27 octobre 2012, aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (174 000 au 29 octobre 2011). Pour les neuf mois clos le 29 octobre 2011, les montants crédités au capital social à l'exercice d'options sur actions comprennent une contrepartie en trésorerie de 2 133 \$ ainsi qu'une valeur attribuée de 545 \$ du surplus d'apport.

### Achat d'actions aux fins d'annulation

Pour les neuf mois clos le 27 octobre 2012, la société a acheté, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de l'exercice précédent, 1 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote d'une valeur comptable de 663 \$ pour une contrepartie en trésorerie totale de 12 615 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions d'un montant de 11 952 \$ a été imputé aux résultats non distribués.

En novembre 2012, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre, la société peut racheter jusqu'à 2 557 275 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 15 novembre 2012. L'offre a débuté le 28 novembre 2012 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2013.

### Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

	27 octobre 2012	29 octobre 2011	28 janvier 2012
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	8 125 \$	7 399 \$	8 737 \$

### Dividendes

La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	39 151 \$	39 581 \$	12 917 \$	13 007 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

## 10. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

### a) Description des accords de paiement fondé sur des actions

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

### b) Informations sur le plan d'options sur actions réglées en capitaux propres

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

	Pour les neuf mois clos les				Pour les trimestres clos les			
	27 octobre 2012		29 octobre 2011		27 octobre 2012		29 octobre 2011	
	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	1 945	15,07 \$	3 095	14,58 \$	2 385	14,99 \$	2 861	14,67 \$
Attribution	690	14,66	—	—	100	12,62	—	—
Exercice	—	—	(174)	12,23	—	—	(50)	12,23
Renonciation	(142)	14,50	(428)	16,33	(42)	14,50	(318)	16,82
Expiration	(50)	19,23	—	—	—	—	—	—
En circulation à la clôture de la période	2 443	14,90 \$	2 493	14,45 \$	2 443	14,90 \$	2 493	14,45 \$
Options exerçables à la clôture de la période	966	15,33 \$	764	14,14 \$	966	15,33 \$	764	14,14 \$

Les prix moyens pondérés de l'action à la date d'exercice relativement aux options sur actions exercées au cours des neuf mois et du trimestre clos le 29 octobre 2011 s'établissaient respectivement à 16,72 \$ et à 14,69 \$.

Les coûts de rémunération liés aux attributions de 690 000 options sur actions effectuées pendant les neuf mois clos le 27 octobre 2012 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes :

	590 000 options accordées 30 mai 2012	100 000 options accordées 29 août 2012
	Durée prévue des options	6,4 ans
Taux d'intérêt sans risque	1,91 %	1,40 %
Volatilité prévue du cours des actions	32,70 %	32,80 %
Taux moyen de rendement des actions	5,33 %	6,34 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	2,70 \$	1,86 \$
Prix de l'action à la date d'attribution	15,00 \$	12,62 \$

### c) Charges au titre des avantages du personnel

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 27 octobre 2012, la société a comptabilisé des coûts de rémunération respectifs de 285 \$ et de 821 \$ relativement aux droits à paiements fondés sur des actions ((153) \$ et 741 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2011) ainsi qu'une compensation au surplus d'apport correspondant.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

## 11. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat de la société se compose des éléments suivants :

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
Charge d'impôt sur le résultat de la période considérée	11 876 \$	17 974 \$	813 \$	5 573 \$
Ajustement au titre de l'impôt des exercices antérieurs	(121)	(307)	(9)	(46)
Charge d'impôt sur le résultat courant	11 755	17 667	804	5 527
Recouvrement différé, avant l'ajustement	(2 500)	(1 360)	(945)	(1 632)
Ajustement pour tenir compte de l'entrée en vigueur du taux d'impôt en Ontario	(369)	–	–	–
Recouvrement d'impôt différé	(2 869)	(1 360)	(945)	(1 632)
<b>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat</b>	<b>8 886 \$</b>	<b>16 307 \$</b>	<b>(141) \$</b>	<b>3 895 \$</b>
Taux d'impôt sur le résultat effectif	24,29 %	27,56 %	136,89 %	26,94 %

Le revenu de placement exonéré d'impôt reçu au cours du trimestre a eu une incidence favorable sur le taux d'impôt sur le résultat effectif du trimestre clos le 27 octobre 2012.

## 12. PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

### Comptabilisés dans le bénéfice net

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
Produits de dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente	2 615 \$	2 598 \$	874 \$	850 \$
Produits d'intérêts liés aux prêts et créances	859	948	198	336
Variation nette de la juste valeur des dérivés	858	–	392	–
Profit de change	–	–	–	2 902
Produits financiers	4 332	3 546	1 464	4 088
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	453	520	145	168
Perte de change	651	376	529	–
Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	106	73	–	73
Charges financières	1 210	969	674	241
Produits financiers nets comptabilisés dans le bénéfice net	3 122 \$	2 577 \$	790 \$	3 847 \$

### Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente survenue au cours de la période (après impôt de 100 \$ pour les neuf mois et de 29 \$ pour le trimestre clos le 27 octobre 2012; 121 \$ pour les neuf mois et 246 \$ pour le trimestre clos le 29 octobre 2011)	(704) \$	(808) \$	184 \$	(1 647) \$
Reclassement de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 14 \$ pour les neuf mois clos le 27 octobre 2012; 9 \$ pour les neuf mois et le trimestre clos le 29 octobre 2011)	92	64	–	64
(Charges financières) produits financiers comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global, après impôt	(612) \$	(744) \$	184 \$	(1 583) \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

## 13. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur un bénéfice net de 38 \$ et de 27 699 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 27 octobre 2012 (bénéfice net de 10 561 \$ et de 42 865 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2011).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	Pour les neuf mois clos les		Pour les trimestres clos les	
	27 octobre 2012	29 octobre 2011	27 octobre 2012	29 octobre 2011
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	65 404	66 218	65 042	65 877
Effet dilutif des options sur actions en circulation	–	168	–	95
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	65 404	66 386	65 042	65 972

Au 27 octobre 2012, un total de 2 442 500 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action (1 945 000 au 29 octobre 2011), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant la période.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

## 14. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	27 octobre 2012	29 octobre 2011	28 janvier 2012
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	2 202 \$	1 867 \$	3 028 \$
Valeur attribuée créditée au capital social par suite de l'exercice d'options sur actions	–	545	2 228

## 15. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours des neuf mois clos le 27 octobre 2012 par rapport aux risques présentés dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

## 16. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

à travers le Canada

923

	Reitmans	Smart Set	RW & CO.	Thyme	Penningtons	Addition Elle	
Terre-Neuve	14	3	1	-	4	2	24
Île-du-Prince-Édouard	2	3	-	-	1	-	6
Nouvelle-Écosse	19	5	1	2	9	2	38
Nouveau-Brunswick	14	5	3	1	4	5	32
Québec	84	42	15	21	27	29	218
Ontario	118	52	28	26	58	39	321
Manitoba	13	5	2	2	5	3	30
Saskatchewan	12	3	2	2	6	3	28
Alberta	44	17	10	11	21	17	120
Colombie-Britannique	39	15	10	9	20	11	104
Territoires du Nord-Ouest	1	-	-	-	-	-	1
Yukon	1	-	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>361</b>	<b>150</b>	<b>72</b>	<b>74</b>	<b>155</b>	<b>111</b>	<b>923</b>





Inspiré par la femme modèle et non la top modèle, **Reitmans** habille avec style et à prix abordable la femme sous toutes ses formes. Avec ses **361 MAGASINS** et sa superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce au détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service supérieur, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Reitmans, conçus pour la vraie vie. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne au [reitmans.com](http://reitmans.com).

Comptant **150 MAGASINS**, **Smart Set** est la destination mode de la jeune femme branchée âgée de 25 à 35 ans. D'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, l'environnement dynamique de Smart Set offre à notre clientèle les produits en vogue dont elle a besoin pour composer la garde-robe qui convient à son style de vie. Smart Set offre une foule de styles à prix accessibles : des essentiels carrière aux accessoires, en passant par les vêtements de sport et les vêtements d'allure urbaine et décontractée.

Fondé en 1999, **RW & CO.** est une marque "mode de vie" jeune et dynamique. Aujourd'hui, elle continue de grandir avec plus de **72 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés et situés stratégiquement dans d'importants centres commerciaux. Conçu pour une clientèle masculine et féminine entre 25 et 35 ans, RW&CO. représente un heureux mélange de style, d'aspiration, de qualité et d'une attention particulière aux détails. Ces éléments en font une marque unique et incomparable au Canada.

**Thyme**, chef de file canadien de la mode maternité, propose aux femmes enceintes des styles actuels et le service d'un personnel expert et amical. Thyme s'adresse à toutes les femmes enceintes qui désirent conserver un style branché et plein de vie tout au long de leur grossesse. Thyme exploite **74 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 400 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres.

D'une superficie moyenne de 6 100 pieds carrés, les magasins **Penningtons** proposent une sélection de vêtements mode polyvalents et abordables, offerts en tailles 14 à 32, qui regroupe des vêtements de tous les jours, de la lingerie, des tenues de nuit, des vêtements d'extérieur, des robes, des tenues de sport, des maillots de bain, des accessoires, des bas de nylon et plus encore. Dans nos **155 MAGASINS** au Canada, notre personnel amical et compétent aidera nos clientes à choisir des vêtements qui conviennent à leur style et à leur silhouette. Notre but est de rendre leur expérience de magasinage agréable et relaxante. Pour en savoir plus sur nos vêtements tendance ou pour magasiner en ligne, visitez le [penningtons.com](http://penningtons.com).

Chez **Addition Elle**, nous croyons que la taille de vêtement que porte une femme ne devrait jamais l'empêcher de suivre la mode et d'être à l'affût des tendances. Avec ses **111 MAGASINS** partout au Canada, Addition Elle offre une vaste sélection de lingerie, de vêtements élégants pour la femme de carrière, de denim mode, de vêtements tendance MXM, d'accessoires et de vêtements d'extérieur qui allient mode et coupes modernes et flatteuses. D'une superficie d'environ 6 200 pieds carrés chacun, les magasins Addition Elle sont situés dans les mégacentres et centres commerciaux du Canada. Tous les articles Addition Elle sont aussi offerts en ligne au [additionelle.com](http://additionelle.com).

# Renseignements corporatifs



## Reitmans (Canada) Limitée

### Bureau de l'administration

250, rue Sauvé Ouest, Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : **514-384-1140**

Télocopieur : **514-385-2669**

Courrier électronique : **info@reitmans.com**

Site Web de la société : **reitmans.ca**

### Adresse enregistrée

3300 Highway #7 West, Suite 702, Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : **905-761-2830**

Télocopieur : **905-761-8922**

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Services aux investisseurs Computershare Inc.

Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

### Symboles boursiers

LA BOURSE DE TORONTO

**Actions ordinaires** RET

**Actions de catégorie A  
sans droit de vote** RET.A

Reitmans  
Smart Set  
RW & CO.  
Thyme  
Penningtons  
Addition Elle

Design et production :  
Communications Marilyn Gelfand inc.

